

## Les technos devront se serrer la ceinture

**Ralentissement.** Pas de licenciements massifs en vue, mais l'industrie devra réduire ses dépenses pour supporter de fortes baisses de revenus.

par Jérôme Plantevin > jerome.plantevin@transcontinental.ca

L'industrie des technologies de l'information et des communications (TIC) n'échappera pas au ralentissement économique. Déjà, ses clients – les directeurs des services de TIC – révisent à la baisse leurs budgets.

L'institut Forrester Research remarque que, depuis le début de l'année, 43 % des directeurs informatiques en Amérique du Nord ont diminué leur budget : 49 % aux États-Unis, 38 % au Canada. « Depuis la collecte des données, la situation s'est détériorée, donc cette tendance a dû s'accroître », dit John C. McCarthy, analyste principal chez Forrester Research, dans son rapport de septembre.

Tous ne sabrent pas dans leurs dépenses. Plusieurs ont décidé d'être plus vigilants et de prioriser celles qui seront amorties plus rapidement. D'autres prévoient faire davantage appel à des sous-traitants dans les pays à faibles coûts de main-d'œuvre. Seulement 28 % des directeurs interrogés ont décidé de ne pas modifier le niveau de leurs dépenses.

« L'impact de l'économie sur les budgets en TIC varie sensiblement selon les secteurs industriels et géographiques », ajoute M. McCarthy. Les fournisseurs de matériel, de logiciels et de services au secteur financier sont sans conteste les plus durement touchés. La moitié des directeurs informatiques de ce secteur ont déjà réduit leurs budgets.

Le Québec n'est pas épargné. « Plusieurs de



Les entreprises qui développent des jeux vidéo, comme Ubisoft, seront parmi les rares technos épargnées.

nos membres disent être dans l'incertitude, car leurs clients attendent pour prendre des décisions ou signer des contrats d'achat ou de service », remarque Nicole Martel, pdg de l'Association québécoise des technologies, qui représente plus de 400 entreprises du domaine des TIC.

### Les consultants plus touchés

Compte tenu de la pénurie de main-d'œuvre, qui sévit dans les TIC comme ailleurs, les postes à l'interne ne seront pas touchés à court terme. Les postes de consultants et de fournisseurs de

services externes risquent en revanche d'écoper. Une étude globale de la banque Goldman Sachs indique que près de la moitié des directeurs prévoient supprimer des emplois contractuels en 2009, alors que seulement 11 % prévoient effectuer des mises à pied à l'interne – comparativement à 0 % en octobre 2007.

Au Québec, l'entreprise de services-conseils CGI est la première à réagir à la crise : elle a décidé de supprimer une centaine de postes, dont 65 à Montréal.

### Des levées de capitaux plus difficiles

Par ailleurs, les technos de la province font face à la rareté du financement. « Un investisseur tient toujours compte, lorsqu'il décide d'investir dans une entreprise, de sa fenêtre de sortie, c'est-à-dire le moment où il revendra ses parts et touchera le rendement de son investissement », explique Chris Arsenault, associé directeur et chef de l'exploitation d'Inovia Capital, une société de capital de risque spécialisée dans l'octroi de capital de démarrage. « Or, en ce moment, les perspectives de sortie sont sombres. Les premières entrées en Bourse se font rares, compte tenu de la situation des marchés boursiers. Les acquéreurs d'entreprises se raréfient, puisqu'il leur est plus difficile de réunir des fonds pour acheter », poursuit M. Arsenault.

Les entreprises québécoises en TIC qui auront besoin de fonds pour se lancer ou poursuivre leur croissance devront donc présenter des dossiers solides ou prendre leur mal en pa-

tiques et les biotechs ne sont pas assez arriérées. « Les maisons mères de ces filiales, en Europe et aux États-Unis, ne connaissent pas assez bien nos biotechs », déplore-t-il.

### Créer de nouveaux programmes

Des solutions ? Le président de BioQuébec suggère quelques pistes. Pour apporter du capital de risque aux biotechs, le gouvernement du Québec pourrait créer un programme d'actions accreditives, comme il en existe pour le secteur minier. Selon lui, la stratégie d'innovation du gouvernement québécois, publiée en 2006, ne fonctionne plus, car elle misait sur un apport accru du privé, qui ne viendra pas, étant donnée la crise actuelle.

M. Rosconi suggère aussi que Québec utilise sa position de client privilégié des filiales québécoises des pharmaceutiques – le gouvernement provincial paie la moitié des médicaments consommés par les Québécois – pour les inciter à s'associer davantage aux biotechs d'ici. Cela pourrait permettre à quelques-unes, dont Theratechnologies, d'obtenir le capital de risque nécessaire pour commercialiser leurs découvertes.

« L'autre option pour mon entreprise est de se faire acheter par une société étrangère. Et si cela se produit, je ne peux pas garantir que mes emplois resteront tous ici », dit-il.

Chose certaine, on ne reverra pas de sitôt les chercheurs québécois en sciences de la vie quitter les universités pour créer leurs propres entreprises, comme auparavant. Quant aux pharmaceutiques, elles feront tout pour que Québec continue de rembourser leurs médicaments. ■



« C'est catastrophique, dit Yves Rosconi. Je siège au c.a. de deux biotechs. L'une vient de faire faillite et l'autre va bientôt devoir en faire autant. » [Photo : Gilles Delisle]

► ments en développement. Dans ce contexte, elles sont en train de revoir leur modèle d'entreprise. Il est encore trop tôt pour savoir ce que cela changera pour les filiales québécoises, qui font plus de recherche et de vente que de fabrication (comme l'illustre la fermeture de l'usine de Merck Frosst en 2006).

Quoi qu'il en soit, restructuration, consolidation et suppressions de postes sont à l'ordre du jour. Pfizer, par exemple, vient d'annoncer qu'elle quittait le domaine de la cardiologie (où ses brevets viennent à échéance) pour miser davantage sur la recherche sur le cancer.

Une des issues pour les pharmaceutiques consiste à partager le risque dans le cadre de partenariats de recherche, indique M. Lamoureux. Dans cette optique, elles gardent un œil sur les biotechs en manque de financement.

À cet égard, M. Rosconi signale que, dans la province, les filiales des grandes pharmaceu-



### Les technos au Québec

**Nombre d'entreprises en 2008 :**  
6 047

**Effectif en 2007 :** 133 000 employés, soit 2 % de plus qu'en 2006

**Chiffre d'affaires :** 19,6 milliards de dollars (Industrie Canada, 2005)

**Les cinq secteurs de l'industrie des technos** par nombre d'employés en 2007

Services-conseils et conception, services Internet et informatique

57 700

Télécommunications

40 300

Fabricants d'équipements

18 600

Grossistes-distributeurs d'ordinateurs et de matériel

10 500

Éditeurs de logiciels

3 700

Réparation et entretien de matériel

2 200

**Principales entreprises :** Bell Canada, CGI, IBM, Telus, Vidéotron, Rogers, Ubisoft, Astral Media, Ericsson, Teclust, Matrox, Cogeco, GFI

Sources : TechnoCompétences et autres

tiens. « Nous allons miser sur des entreprises qui produisent des revenus à court terme et qui seront capables de traverser la crise », avertit M. Arsenault.

En Californie, plusieurs analystes s'attendent à une importante vague de faillites, en particulier d'entreprises du Web 2.0, très gourmandes en capital de risque. Elles ne pourront pas se rabattre sur les revenus publicitaires car, comme les budgets de TIC, ceux de marketing tendent aussi à fondre. ■

## L'industrie du jeu vidéo épargnée

Il y a ceux qui pleurent et ceux qui rient. L'industrie du jeu vidéo fait partie de la deuxième catégorie.

Les ventes continuent de grimper dans le monde, en particulier en Europe et en Amérique du Nord. Michael Pachter, analyste de Wedbush Morgan Securities, a même récemment augmenté ses perspectives de croissance pour ces deux marchés.

En période de crise, les consommateurs réduisent leur budget loisirs, certes, mais les jeux vidéo restent relativement moins chers que d'autres formes de divertissement, souligne M. Pachter dans son rapport d'analyse. Un jeu vidéo qu'utilisera toute la famille coûte environ 30 \$, comparativement au même montant pour une seule soirée de cinéma à deux.

Au Québec, TechnoCompétences estimait au printemps que le nombre d'employés dans

l'industrie du jeu vidéo augmenterait de 25 % d'ici la fin de l'année. Les entreprises du secteur feront alors travailler près de 7 500 personnes, comparativement à 6 000 l'an dernier.

### Les embauches vont se poursuivre

« Nos plans d'embauche n'ont pas été modifiés. Le contexte actuel n'a aucun impact sur nos productions », dit Cédric Orvoine, directeur des communications d'Ubisoft Montréal. Même son de cloche chez les autres grands développeurs de la province, comme Beenox, filiale d'Activision/Blizzard, et Electronic Arts.

Pour l'heure, le seul impact à prévoir sur l'industrie du jeu vidéo sera la diminution du nombre de fusions et d'acquisitions, estime M. Pachter. Et bien sûr, l'affaiblissement des cours boursiers des entreprises du secteur. **J.P.**